ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

déficits publics

Question au Gouvernement n° 1759

Texte de la question

PROGRAMME DE STABILITÉ

M. le président. La parole est à M. Thomas Thévenoud, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Thomas Thévenoud. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique. La France est un grand pays, une grande nation et une grande puissance économique. C'est précisément parce que la France est un grand pays que nous pouvons et que nous devons tous, ici, nous rassembler autour de son redressement économique.

M. Sébastien Huyghe. Il vous a fallu deux ans pour le découvrir ?

M. Thomas Thévenoud. Mais, pour y parvenir, il faut faire des efforts et réaliser des économies,…

…non pas pour plaire à Bruxelles ou à nos partenaires européens, mais pour moderniser la France.

Oui, il faut que l'euro baisse, car – vous l'avez dit, monsieur le ministre –, c'est aujourd'hui un handicap pour nos PME qui exportent, qui innovent et qui investissent.

Oui, il faut nous battre pour créer de grands champions industriels européens. C'est ce que vous faites actuellement, avec le Président de la République, dans le dossier Alstom.

Alstom est l'un des fleurons de notre industrie. Dans mon département, au Creusot, ses ingénieurs et ses salariés inventent les TGV du futur et les transports de demain.

Le redressement économique passe par ces grandes entreprises qui vont chercher partout dans le monde la croissance dont nous avons besoin. Mais si nous voulons que le pays se redresse, il faut aussi entendre la voix de celles et ceux pour qui chaque euro compte à la fin du mois.

C'est la raison pour laquelle les petites retraites doivent être revalorisées. Les fonctionnaires aux rémunérations les plus modestes, qui portent fièrement l'idéal de service public à la française, doivent eux aussi être soutenus. Nos concitoyens les plus en difficulté ne doivent pas être oubliés ; c'est là le combat historique de la gauche contre les inégalités. Enfin, tout le monde n'étant pas retraité ou fonctionnaire dans notre pays, les salariés du privé ne doivent pas connaître à nouveau, en septembre, le triste sort des augmentations d'impôt.

Monsieur le ministre, le Gouvernement se bat chaque jour pour redonner attractivité et compétitivité à l'économie française. Or compétitivité et justice sociale ne sont pas contradictoires. Le message de justice sociale est celui que nous portons, mes collègues députés socialistes et moi-même. Je ne doute pas que le

Gouvernement saura l'entendre pour réconcilier justice sociale et compétitivité de l'économie. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique.

M. Arnaud Montebourg, *ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique.* Monsieur le député, les propositions qui sont faites par le Gouvernement visent à atteindre un équilibre pour l'amélioration des moyens de résistance et de performance de notre appareil productif.

Nous avons commencé avec le crédit d'impôt compétitivité-emploi ; nous continuons avec le pacte de responsabilité.

M. Guy Geoffroy. C'est incroyable d'oser dire cela !

M. Arnaud Montebourg, *ministre .* La nation est entièrement mobilisée, dans toutes ses forces – les syndicats, le patronat, les élus, les territoires, mais aussi les banquiers *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP)*, auxquels nous demandons également une contribution –, pour que notre appareil productif se redresse.

Nous observons d'ailleurs, au premier trimestre 2014, une poussée intéressante et encourageante de nos exportations vers l'Allemagne : leur montant, en progression, s'élève à 70 milliards d'euros.

M. Claude Goasguen. Vous croyez vraiment que c'est suffisant ?

M. Arnaud Montebourg, *ministre.* Nous observons aussi une amélioration du commerce extérieur et une chute spectaculaire – moins 28 % – des faillites dans les PME de plus de cinquante salariés. *(Nouvelles exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

M. le président. On peut s'en réjouir, mes chers collègues. Il n'y a pas de raison d'offrir un tel spectacle !

M. Arnaud Montebourg, *ministre.* Notre appareil productif se reconstitue donc ; il retrouve des forces. Pour poursuivre dans cette voie, il faut une politique de l'offre, mais aussi de la demande.

Vous avez observé que, dans le discours de politique générale du Premier ministre, la question de l'euro était centrale. De fait, Michel Sapin et moi-même déployons des efforts pour demander aux institutions européennes – qu'elles soient indépendantes, comme la Banque centrale, ou politiques, comme le Conseil économique et financier – de prendre en compte les besoins des économies qui se reconstruisent, comme c'est le cas de la France. Tel est l'objectif de notre politique ; nous espérons réussir, avec votre concours. *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : M. Thomas Thévenoud
Circonscription : Saône-et-Loire (1re circonscription) - Socialiste, républicain et citoyen
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 1759
Rubrique : Finances publiques
Ministère interrogé : Économie, redressement productif et numérique
Ministère attributaire : Économie, redressement productif et numérique

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 30 avril 2014
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 30 avril 2014